

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1763

[C — 2003/09406]

25 FEVRIER 2003. — Loi portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Sans préjudice des compétences des services de police locale et fédérale, les missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus énumérées à l'article 3 sont exercées sous l'autorité du Ministre de la Justice par des fonctionnaires désignés par le Roi, dénommés agents de sécurité, qui ne font pas partie d'un service de police.

Art. 3. L'agent de sécurité est chargé de l'accomplissement des missions suivantes :

1° la police des cours et tribunaux, à savoir le maintien de l'ordre dans les cours et tribunaux et autres lieux désignés par le Roi où un magistrat ou un membre du ministère public exerce sa charge ainsi que la garde des détenus dans le cadre de leur comparution en justice;

2° le transfert et la surveillance des détenus entre les prisons et les cours et tribunaux;

3° le transfert et la surveillance des détenus entre les prisons;

4° le transfert et la surveillance des personnes en séjour illégal vers et entre les centres fermés ou le transfert dans le cadre de la procédure d'éloignement du Royaume appliquée à leur égard;

5° à la demande des autorités judiciaires, le transfert et la surveillance des mineurs vers des institutions spécifiques ainsi qu'entre ces institutions;

6° l'extraction et la surveillance des détenus des prisons pour raisons médicales ou humanitaires;

7° le transfert et la surveillance des internés vers des institutions privées ou des établissements de défense sociale désignés par la commission compétente;

8° l'extraction et la surveillance des détenus en vue de leur remise à des autorités étrangères et la prise en charge des détenus remis aux autorités belges;

9° le transfert de dossiers judiciaires entre les prisons et les cours et tribunaux en vue de l'exercice du droit légal de consultation.

L'agent de sécurité accomplit les missions visées au 4° sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur qui peut lui donner les ordres, instructions et directives nécessaires à cette fin.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1763

[C — 2003/09406]

25 FEBRUARI 2003. — Wet houdende de inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Onverminderd de bevoegdheden van de lokale en de federale politiediensten, worden de in artikel 3 opgesomde taken van politie van hoven en rechtbanken en van overbrenging van gedetineerden onder het gezag van de Minister van Justitie uitgeoefend door ambtenaren die door de Koning worden aangewezen, genaamd veiligheidsbeambten, die geen deel uitmaken van een politiedienst.

Art. 3. De veiligheidsbeambte is belast met de uitvoering van de volgende taken :

1° de politie van hoven en rechtbanken, te weten de handhaving van de orde in de hoven en rechtbanken en andere door de Koning aangewezen plaatsen waar een magistraat of een lid van het openbaar ministerie zijn ambt uitoefent evenals de bewaking van de gevangenen naar aanleiding van hun verschijning in rechte;

2° de overbrenging en bewaking van de gevangenen tussen de gevangenissen en de hoven en rechtbanken;

3° de overbrenging en bewaking van de gevangenen tussen de gevangenissen;

4° de overbrenging en bewaking van de personen die hier illegaal verblijven naar en tussen gesloten centra of de overbrenging in het kader van de procedure voor hun verwijdering uit het Rijk;

5° op verzoek van de gerechtelijke overheden, de overbrenging en bewaking van minderjarigen naar specifieke instellingen alsmede tussen deze instellingen;

6° de uithaling en bewaking van gevangenen uit de gevangenissen om medische of humanitaire redenen;

7° de overbrenging en bewaking van geïnterneerden naar private instellingen of inrichtingen tot bescherming van de maatschappij, aangewezen door de bevoegde commissie;

8° de uithaling en bewaking van gevangenen met het oog op overdracht aan vreemde autoriteiten en de in ontvangstneming van gevangenen die aan de Belgische autoriteiten worden overgedragen;

9° de overbrenging van gerechtelijk dossiers tussen de gevangenissen en de hoven en rechtbanken, met het oog op de uitoefening van het wettelijk inzage-recht.

De veiligheidsbeambte voert de taken bedoeld onder 4° uit onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken die hem hiertoe de nodige bevelen, onderrichtingen en richtlijnen kan geven.

Art. 4. Entrent uniquement en ligne de compte pour la fonction d'agent de sécurité :

- 1° des militaires transférés à leur demande;
- 2° des agents statutaires si les emplois ne peuvent être occupés par des militaires transférés.

Les militaires sont transférés au Service public fédéral Justice selon les conditions et les modalités définies par le Roi dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres où ils acquièrent la qualité d'agent de l'Etat. Il règle en particulier les équivalences de leurs grades avec les niveaux applicables au sein des administrations fédérales.

Ils cessent de faire partie des forces armées et perdent la qualité de militaire à partir du moment où :

1° le Ministre de la Défense autorise leur départ sur la base des critères élaborés par le Roi concernant l'âge et la catégorie des militaires et concernant les fonctions dont la continuité est essentielle au bon fonctionnement de la Défense; et,

2° le Ministre de la Justice autorise leur arrivée sur la base des critères élaborés par le Roi relatifs à la motivation et aux compétences des militaires et après qu'ils ont suivi avec fruit la formation de base définie par le Roi.

Ce n'est qu'à ce moment qu'ils font partie du Service public fédéral Justice et que leur traitement est pris en charge par le budget de la Justice.

Art. 5. Par dérogation à l'article 46, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, les membres du personnel du Service public fédéral Justice qui exercent la fonction d'agent de sécurité peuvent, à leur demande, être admis à la pension le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel ils atteignent l'âge de 60 ans, à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de service admis pour la détermination du traitement.

Chaque année passée en qualité d'agent de sécurité est prise en compte à raison de 1/50^e du traitement de référence qui sert de base à l'établissement de la pension de retraite. Les services militaires sont pris en considération à raison du même tantième.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'âge de la pension sur demande pour les militaires transférés qui étaient déjà en service et qui ont atteint l'âge de 45 ans à la date de publication de cette loi est fixé à 56 ans à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de service admis pour la détermination du traitement. Par ailleurs, les agents civils du Service public fédéral Justice qui exercent la fonction d'agent de sécurité peuvent continuer à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 25 septembre 1998 instituant un congé préalable à la pension, jusqu'au 31 décembre 2003 au plus tard.

Art. 6. Dans le cadre de l'exécution des missions visées à l'article 3, les agents de sécurité peuvent exercer les compétences suivantes :

1° recourir à la contrainte aux conditions précisées à l'article 37 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

2° procéder à l'arrestation et, le cas échéant, au transfert de personnes se trouvant dans les cours et tribunaux à l'encontre desquelles un magistrat compétent a ordonné l'exécution d'une mesure privative de liberté. L'agent de sécurité qui fait usage de cette compétence en dresse procès-verbal;

3° retenir les personnes conformément aux dispositions contenues à l'article 1^{er}, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. L'agent de sécurité informe immédiatement le service de police compétent qu'il retient une personne et la remet le plus rapidement possible à ce service de police. L'agent de sécurité qui fait usage de cette compétence en dresse procès-verbal;

4° procéder à l'arrestation administrative de personnes présentes dans les cours et tribunaux, dans une prison, un établissement de défense sociale, un centre fermé pour illégaux ou un établissement spécifique pour mineurs dans les cas prévus à l'article 31 de la loi sur la fonction de police et à l'article 760 du Code judiciaire. L'agent de sécurité informe immédiatement le service de police compétent qu'il retient une personne et la remet le plus rapidement possible à ce service de police. L'agent de sécurité qui fait usage de cette compétence en

Art. 4. Voor de functie van veiligheidsbeambte komen slechts in aanmerking :

1° op hun verzoek overgeplaatste militairen;

2° statutaire personeelsleden indien de betrekkingen niet door overgeplaatste militairen kunnen opgevuld worden.

De militairen worden overgeplaatst naar de Federale Overheidsdienst Justitie onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad alwaar ze de hoedanigheid van rijksambtenaar verwerven. Hij regelt in het bijzonder de equivalentie van hun graden met de niveaus toegepast in de federale besturen.

Zij houden op deel uit te maken van de krijgsmacht en zij verliezen de hoedanigheid van militair vanaf het ogenblik dat :

1° de Minister van Defensie instemt met hun vertrek op basis van de door de Koning uitgewerkte criteria die betrekking hebben op de leeftijd, de categorie van de militair en de functies waarvan de continuering essentieel is voor de goede werking van Landsverdediging; en,

2° de Minister van Justitie instemt met hun komst op basis van door de Koning uitgewerkte criteria die betrekking hebben op de motivatie en de competenties van de militair en nadat zij met vrucht de door de Koning bepaalde basisopleiding hebben doorlopen.

Pas vanaf dat ogenblik maken zij deel uit van de Federale Overheidsdienst Justitie en valt hun bezoldiging ten laste van de begroting van Justitie.

Art. 5. In afwijking van artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, kan aan de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Justitie die de functie van veiligheidsbeambte uitoefenen, op hun verzoek, een pensioen verleend worden op de eerste dag van het trimester dat volgt op dit waarin zij de volle leeftijd van 60 jaar bereiken, op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens studies en van andere periodes vergoed wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen.

Ieder jaar dat als veiligheidsbeambte werd volbracht wordt in aanmerking genomen ten belope van 1/50^e van de referentwedde die als basis dient voor de berekening van het rustpensioen. De militaire diensten worden in aanmerking genomen voor hetzelfde tantième.

In afwijking van het eerste lid wordt de pensioenleeftijd op verzoek voor de overlegplaatste militairen die reeds in dienst waren en die de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt op de datum van de publicatie van deze wet vastgesteld op 56 jaar op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen. Bovendien kunnen de burgerlijke beambten van de Federale Overheidsdienst Justitie die de functie van veiligheidsbeambte uitoefenen tot uiterlijk 31 december 2003 blijven genieten van de bepalingen van het besluit van 25 september 1998 tot invoering van een verlof voorafgaand aan het pensioen.

Art. 6. Tijdens de uitvoering van de in artikel 3 bedoelde taken taken de veiligheidsbeambten, over volgende bevoegdheden :

1° gebruik van dwang onder de voorwaarden bepaald bij artikel 37 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

2° aanhouden en in voorkomend geval overbrengen van personen die zich in hoven en rechtbanken bevinden en waartegen een bevel tot uitvoering van een vrijheidsbenemende maatregel werd getroffen door een bevoegde magistraat. De veiligheidsbeambte die van deze bevoegdheid gebruik maakt, stelt hiervan een proces-verbaal op;

3° vasthouden van personen conform de bepalingen vervat in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. De veiligheidsbeambte stelt de bevoegde politiedienst onmiddellijk in kennis van het feit dat hij een persoon vasthoudt en draagt hem zo snel mogelijk aan deze politiedienst over. De veiligheidsbeambte die van deze bevoegdheid gebruik maakt, stelt hiervan een proces-verbaal op;

4° overgaan tot de bestuurlijke aanhouding van personen aanwezig in de hoven en rechtbanken of in een gevangenis, een inrichting tot bescherming van de maatschappij, een gesloten centrum voor illegalen of een specifieke instelling voor minderjarigen in de gevallen bepaald bij artikel 31 van de wet op het politieambt en artikel 760 van het Gerechtelijk Wetboek. De veiligheidsbeambte stelt de bevoegde politiedienst onmiddellijk in kennis van het feit dat hij een persoon vasthoudt en draagt hem zo snel mogelijk aan deze politiedienst over. De

dressé procès-verbal. Dans le cas visé à l'article 32 de la loi sur la fonction de police, le délai de vingt-quatre heures commence à courir à partir de la privation de liberté effective par l'agent de sécurité;

5° procéder à une fouille de sécurité des détenus et des personnes présentes dans les cours et tribunaux aux conditions définies à l'article 28, § 1^{er}, 1°, 2° et 4° et § 3, de la loi sur la fonction de police, exception faite de la condition selon laquelle la fouille de sécurité doit s'effectuer sur l'ordre et sous la responsabilité d'un officier de police administrative;

6° procéder à la saisie d'objets et animaux dans les cours et tribunaux, dans les prisons, les établissements de défense sociale, les centres fermés pour illégaux et les établissements spécifiques pour mineurs aux conditions de l'article 30 de la loi sur la fonction de police, exception faite de la condition selon laquelle la saisie administrative s'effectue conformément aux directives et sous la responsabilité d'un officier de police administrative;

7° contrôler l'identité des personnes présentes dans les cours et tribunaux ou dans les prisons, les établissements de défense sociale, les centres fermés pour illégaux ou les institutions spécifiques pour mineurs aux conditions de l'article 34, §§ 1^{er}, 2 et 4, de la loi sur la fonction de police, exception faite de la condition selon laquelle le contrôle d'identité visé au § 2 de cet article conformément aux directives et sous la responsabilité d'un officier de police administrative.

Tous les procès-verbaux dressés conformément à la présente disposition sont centralisés dans un registre national tenu par le Ministre de la Justice.

Art. 7. Le Roi détermine l'équipement et le matériel mis à la disposition des agents de sécurité.

Art. 8. Les agents de sécurité prêtent le serment prescrit à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 entre les mains du Ministre de la Justice ou du chef du Service public fédéral Justice.

Art. 9. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la date et les modalités d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires : Projet de loi, n° 2001/1. — Amendements, n° 2001/2-3. — Rapport, n° 2001/4. — Texte adopté par la Commission, n° 2001/2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2001/3.

Annales parlementaires : Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2002.

Sénat :

Documents parlementaires : Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1377/1. — Amendements, n° 2-1377/2. — Rapport, n° 2-1377/3. — Amendements, n° 2-1377/4. — Décision de ne pas amender, n° 2-1377/5.

Annales parlementaires : Discussion et adoption. Séance du 6 février 2003.

veiligheidsbeamte die van deze bevoegdheid gebruik maakt, stelt hiervan een proces-verbaal op. In het geval bedoeld in artikel 32 van de wet op het politieambt begint de termijn van vierentwintig uur te lopen vanaf de feitelijke vrijheidsberoving door de veiligheidsbeamte;

5° overgaan tot de veiligheidsfouillering van de gevangenen en van de in de hoven en rechtbanken aanwezige personen volgens de voorwaarden bepaald bij artikel 28, § 1, 1°, 2° en 4° en § 3, van de wet op het politieambt met uitzondering van de voorwaarde dat de veiligheidsfouillering gebeurt op bevel en onder verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie;

6° overgaan tot de inbeslagneming van voorwerpen en dieren in de hoven en rechtbanken, de gevangnissen, de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij, de gesloten centra voor illegalen en de specifieke instellingen voor minderjarigen volgens de voorwaarden van artikel 30 van de wet op het politieambt, met uitzondering van de voorwaarde dat de bestuurlijke inbeslagneming gebeurt overeenkomstig de richtlijnen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie;

7° overgaan tot de controle van de identiteit van de in de hoven en rechtbanken of in de gevangnissen, de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij, de gesloten centra voor illegalen of de specifieke instellingen voor minderjarigen aanwezige personen volgens de voorwaarden bepaald bij artikel 34, §§ 1, 2 en 4, van de wet op het politieambt, met uitzondering van de voorwaarde waarbij de identiteitscontrole bedoeld in § 2 van dat artikel gebeurt overeenkomstig de richtlijnen en onder de verantwoordelijkheid van een officier van bestuurlijke politie.

Alle overeenkomstig deze bepaling opgestelde processen-verbaal worden in een door de Minister van Justitie bijgehouden register gecentraliseerd.

Art. 7. De Koning bepaalt de uitrusting en het materieel dat ter beschikking gesteld wordt van de veiligheidsbeambten.

Art. 8. De veiligheidsbeambten leggen de bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van de Minister van Justitie of van het hoofd van de Federale Overheidsdienst Justitie.

Art. 9. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de datum en de modaliteiten van inwerkingtreding van iedere bepaling van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken : Wetsontwerp, nr. 2001/1. — Amendementen, nr. 2001/2-3. — Verslag, nr. 2001/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 2001/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat, nr. 2001/6.

Parlementaire Handelingen : Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2002.

Senaat :

Parlementaire stukken : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1377/1. — Amendementen, nr. 2-1377/2. — Verslag, nr. 2-1377/3. — Amendementen, nr. 2-1377/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1377/5.

Parlementaire handelingen : Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 februari 2003.